



HAL
open science

La caste joue-t-elle un rôle politique chez les musulmans en Inde ?

Julien Levesque

► **To cite this version:**

Julien Levesque. La caste joue-t-elle un rôle politique chez les musulmans en Inde ?. GIS Asie, 2021.
hal-03196807

HAL Id: hal-03196807

<https://hal.science/hal-03196807>

Submitted on 21 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La caste joue-t-elle un rôle politique chez les musulmans en Inde ?

Article de Julien Levesque

GIS Asie, article du mois, avril 2021

<http://www.gis-reseau-asie.org/fr/la-caste-joue-t-elle-un-role-politique-chez-les-musulmans-en-inde>

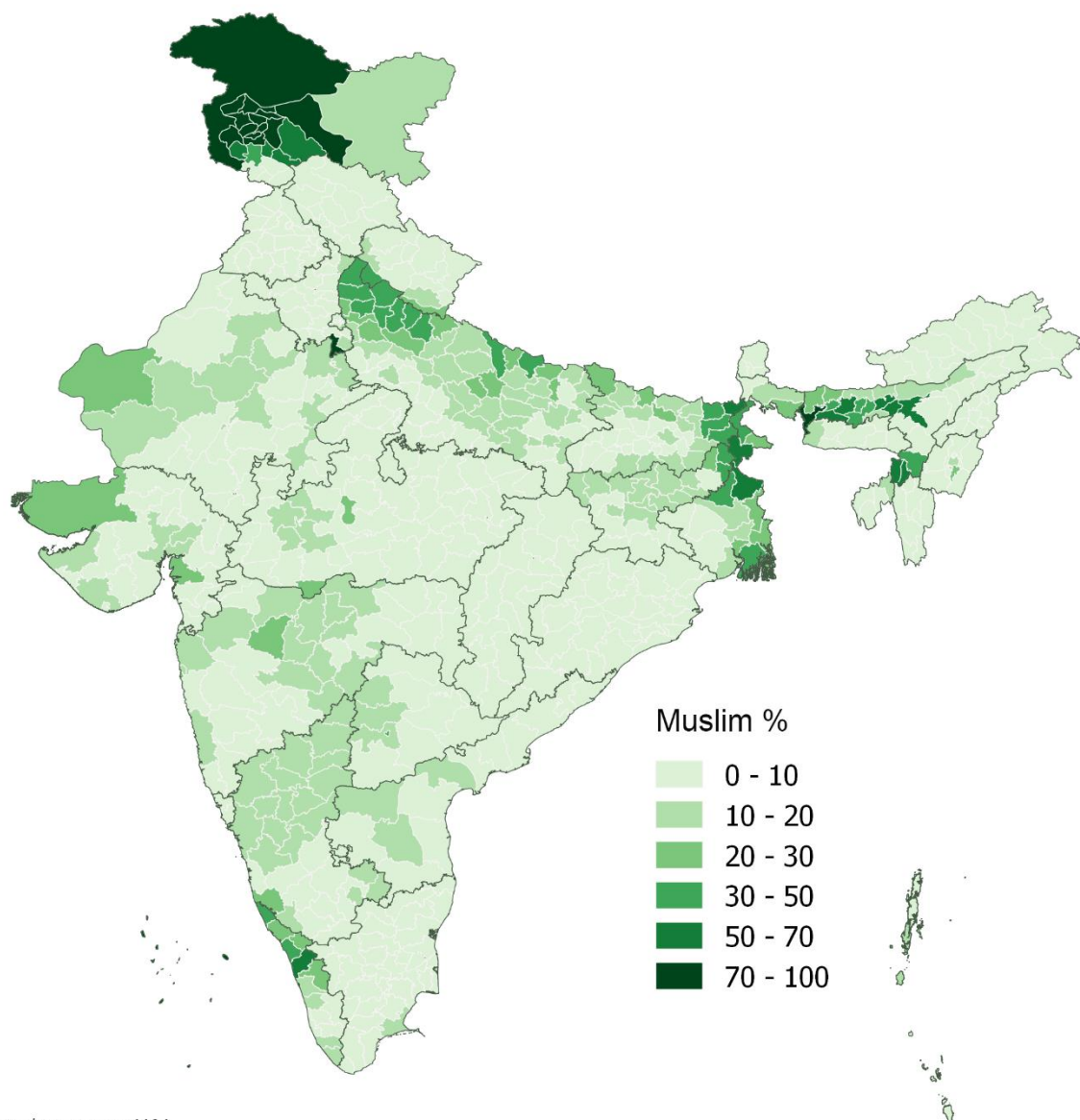
Mots clés : politique de représentation minoritaire, associations, islam, caste, Inde



figure 1 : des croyants musulmans prient face au mausolée du saint soufi Muinuddin Chishti, dans la ville d’Ajmer au Rajasthan. La plupart des saints soufis et leurs descendants revendiquent une ascendance prophétique. Ils font ainsi partie d’une catégorie sociale désignée par le terme de « sayyid », généralement placée en haut de la hiérarchie sociale symbolique. Photo : Julien Levesque

Les musulmans d’Asie du Sud représentent plus de 500 millions de personnes, soit plus d’un quart de la population musulmane mondiale, situées principalement au Pakistan (220 millions), en Inde (200 millions), et au Bangladesh (150 millions). Les musulmans d’Asie du Sud se distinguent par les États dans lesquels ils vivent, leurs cultures et langues régionales, ainsi que par leurs sectes, écoles de jurisprudence, ou encore classes sociales. Ils sont aussi divisés par la caste, structure sociale qui fait partie des traits culturels et religieux qui unifient les sociétés

musulmanes d'Asie du Sud au-delà de leurs différences. Celle-ci est désignée par différents termes, selon les régions, comme *biradari*, *qaum*, *samaj*, ou par le mot anglais *community*. Plusieurs travaux ont souligné comment la caste peut devenir un enjeu politique et servir de support de mobilisation, mais ceux-ci n'abordent pas la spécificité de la question en contexte musulman. Les musulmans ont en effet tendance à être traités principalement sous l'angle religieux, comme un bloc minoritaire dans le contexte politique de l'Inde, ou comme un groupe en proie à une radicalisation et à des conflits sectaires dans des contextes où ils sont majoritaires comme c'est le cas au Pakistan et au Bangladesh. Nous nous posons ici la question de savoir dans quelle mesure la caste joue un rôle politique pour les musulmans indiens. Pour cela, nous reviendrons d'abord sur ce que recouvre la notion de caste chez les musulmans sud-asiatiques, avant d'aborder ses enjeux politiques pour la minorité musulmane dans le contexte de l'Inde.



...by random_account1124
Source: <http://www.censusindia.gov.in/2011census/C-01.html>

figure 2 : Carte de la répartition de la population musulmane en Inde, par district, à partir des données du recensement de 2011 ([source : https://i.imgur.com/NU8uZfA.png](https://i.imgur.com/NU8uZfA.png)).

Des castes chez les musulmans ?

Commençons par revenir sur une apparente contradiction : l'existence de castes parmi les musulmans. La caste peut se définir comme une forme d'organisation sociale impliquant des rapports d'interdépendance inégalitaires entre groupes sociaux, régis par un ensemble de règles de comportement limitant et régulant les interactions entre ces groupes (endogamie, commensalité, spécialisation professionnelle). La notion de caste ne repose sur aucun fondement textuel dans la tradition islamique, qui enjoint au contraire aux croyants de se traiter comme égaux. Par conséquent, de nombreux musulmans d'Asie du Sud répondent par la négative lorsqu'on leur demande si les castes existent en leur sein.

Cependant, les observateurs ont noté au moins depuis le 19^e siècle que les musulmans du sous-continent possédaient des structures sociales similaires voire quasi identiques aux castes hindoues. Cette observation a suscité [de nombreux débats \(Levesque, 2020\)](#). En effet, les travaux sur la question – de l'ethnographie coloniale britannique aux études de sociologues et anthropologues – tendent à opposer ceux qui y voient une institution sociale propre à l'hindouisme (dans la lignée de l'anthropologue structuraliste Louis Dumont) et ceux qui considèrent la caste comme une forme de structure sociale non restreinte à une religion ou une culture spécifique (comme le sociologue Imtiaz Ahmad ou l'anthropologue Marc Gaborieau). Selon cette conception, hindous et musulmans indiens partagent les mêmes structures sociales car ils font partie de la même société. Marc Gaborieau (2007) souligne l'existence de phénomènes d'intouchabilité parmi les musulmans, ce qui justifie selon lui de parler de castes, au moins aux niveaux dominés de la société.

À partir de la seconde moitié du 19^e siècle, les musulmans d'Asie du Sud ont cherché à donner une existence formelle aux communautés de caste en créant des associations. Les organisations communautaires fondées sur l'appartenance de caste, ou « associations de caste » (*caste associations*), naissent d'enjeux politiques touchant à l'identité et à la représentation collective. Ces organisations, souvent appelées *anjuman* (ou encore *sabha*, assemblée), s'engagent au niveau local dans un travail communautaire : gestion de coopératives de quartier, d'hôpitaux, d'internats, ou de festivals religieux. L'inclusion de la caste dans le recensement décennal entre 1881 et 1931 fait de cette appartenance un enjeu politique, en révélant le poids numérique de chaque communauté : les associations se mobilisent alors pour pétitionner auprès des autorités concernant leur position dans la hiérarchie et pour contrôler la manière dont leurs membres se déclarent.

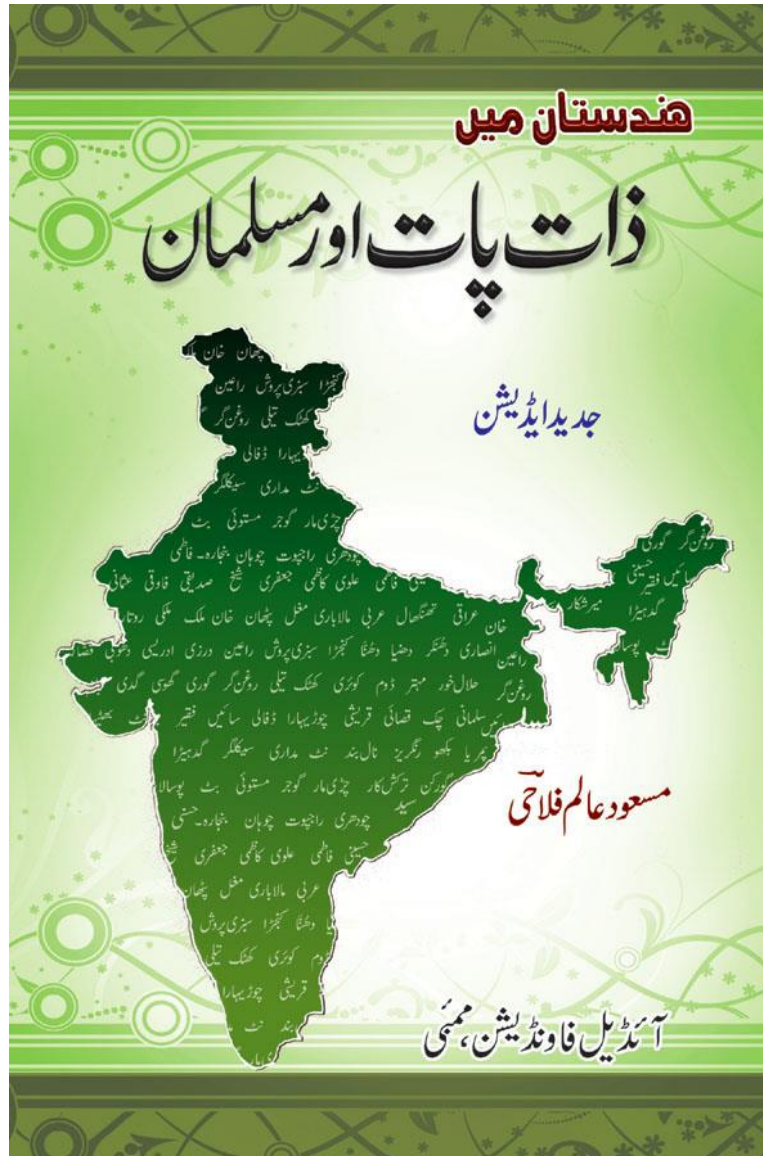


figure 3 : couverture de l'ouvrage Hindustan mein zat-pat aur musalman (Les castes et les musulmans en Inde) de Masud Alam Ansari. En s'appuyant sur des textes religieux rédigés en Asie du Sud, l'auteur dénonce la justification des inégalités de caste par des religieux issus de groupes dominants.

La représentation de la minorité musulmane en Inde et la politique de caste

Les musulmans possèdent donc des associations de caste, qui jouent un rôle politique. Mais alors, pourquoi la question du rôle politique de la caste parmi les musulmans reste-t-elle absente des travaux sur les organisations politiques et religieuses musulmanes, comme des travaux sur la politique de caste ? Pour comprendre cela dans le cas de l'Inde, il faut avoir en tête le métarécit de la représentation des musulmans dans le pays. Celui-ci décrit un soutien massif des musulmans au parti du Congrès de l'indépendance en 1947 jusqu'aux années 1980, suivi d'une désaffection au profit de partis régionaux fondés sur l'identité de caste, comme le Samajwadi Party dans l'Uttar Pradesh et le Rashtriya Janata Dal au Bihar. Dans les Etats de l'Uttar Pradesh et du Bihar , ce soutien donne naissance à l' « équation M-Y », une alliance entre les musulmans et la caste des Yadavs. Cette trajectoire accompagne l'accès au pouvoir dans les années 1990 de castes marginalisées socialement, [ce que Christophe Jaffrelot \(2005\) a qualifié de « révolution silencieuse »](#). Par ailleurs, les musulmans soutiennent largement l'idée

du « sécularisme » indien qui garantit des droits aux minorités religieuses. En témoigne par exemple, [comme l'a montré Irfan Ahmad \(2009\)](#), l'adhésion de la Jamaat-i Islami à ce principe qui va pourtant à l'encontre de sa doctrine fondatrice, ou encore l'invocation récurrente de la Constitution dans les manifestations de l'hiver 2019-20 contre la réforme de la loi sur la citoyenneté. Enfin, il faut noter une constante sous-représentation des musulmans aussi bien dans les instances électorales que dans les institutions étatiques (administration, justice, police), qui va en s'accroissant avec la politique majoritaire menée par le gouvernement de Narendra Modi.

Ce récit souffre de plusieurs lacunes : il repose essentiellement sur l'expérience des musulmans d'Inde du Nord, et particulièrement de l'Uttar Pradesh et du Bihar, et nous informe donc peu sur les dynamiques d'autres régions de l'Inde comptant une importante population musulmane, comme le Kerala, le Bengale-Occidental, l'Assam, ou le Cachemire (figure 2). Or ce sont dans certaines de ces régions – marquées différemment par l'héritage de la Partition du sous-continent – que des partis politiques musulmans, comme l'Indian Union Muslim League ou la Majlis Ittehad ul-Muslimeen, ont pu perdurer après l'indépendance, alors que toute mobilisation sur une base communautaire était exclue dans le nord de l'Inde. Ce récit présuppose par ailleurs que les musulmans voteraient en bloc et ne permet donc pas de comprendre comment les différences internes aux musulmans – de secte, de caste, de région et de culture – affectent les choix politiques.

Politique de représentation minoritaire ou politique identitaire ?

La critique de ce récit met en lumière la tension entre une « politique de représentation minoritaire » (*minority politics*) d'une part, qui a pour enjeu la représentation de la minorité musulmane dans son ensemble, et ce qu'on peut appeler une « politique identitaire » d'autre part, qui défend la représentation d'intérêts sectoriels (de caste ou de secte) parmi les musulmans et dénonce les inégalités qui existent en leur sein.

La « politique de représentation minoritaire » est depuis l'indépendance principalement assurée par un ensemble d'organisations largement investies par une élite politique issue des castes dominantes du nord de l'Inde (désignées par le terme *ashraf*, ou noble), et par des religieux (*ulama*), conservateurs qui empêchent une évolution des normes guidant la communauté. Ces organisations, comme le All India Muslim Personal Law Board ou la Muslim Majlis-i Mushawarat, s'occupent essentiellement de questions relativement symboliques pour les musulmans (comme la place de l'ourdou, le statut minoritaire d'institutions éducatives, le maintien d'un droit personnel séparé pour les musulmans), sans se concentrer sur les enjeux socio-économiques. Mes recherches confirment, à partir d'une base de données prosopographique constituée avec l'historienne Laurence Gautier, le fait que les dirigeants de ces organisations sont quasi-intégralement issus de castes dominantes.

Cette forme de politique de représentation minoritaire subit depuis une trentaine d'années des critiques croissantes. Plusieurs organisations – comme le Pasmanda Muslim Mahaz (PMM) – tentent en effet de contester le leadership politique et religieux des élites musulmanes, en l'accusant de faire valoir le besoin d'unité des musulmans dans le contexte minoritaire de l'Inde pour maintenir sa position dominante. Ces organisations prétendent représenter les groupes marginalisés – ou *pasmanda* – et fondent leur mobilisation sur l'appartenance de caste pour revendiquer une plus grande égalité. Le PMM et d'autres organisations du même type ne sont en fait que la partie émergée de l'iceberg : elles agrègent une myriade d'organisations locales ou régionales qui font un travail au sein de leur communauté de caste. Ces activités impliquent souvent, au-delà de questions pratiques comme l'organisation d'événements religieux et de mariages, une réinvention identitaire et la production d'un récit collectif. Le récit mis en avant

par les associations de caste propose fréquemment un mythe des origines permettant de lier la caste en question aux origines de l'islam dans la péninsule arabique. En ce sens, ces communautés cherchent donc à s'approprier une caractéristique des *ashraf*, la supposée origine externe au sous-continent indien.

Ce travail effectué par les associations de caste peut être qualifié de « politique identitaire », car il met l'accent sur l'appartenance de caste pour réaffirmer l'égalité entre musulmans. La politique identitaire peine toutefois à se traduire en force électorale. Les récentes élections législatives dans l'État indien du Bihar confirment cette observation : alors que cet État est le cœur des mobilisations *pasmanda* et qu'une nouvelle organisation a vu le jour en amont des élections, très peu de candidats de castes musulmanes marginalisées ont été choisis par les partis et seulement trois élus sur un total de dix-neuf députés musulmans. À bien des égards, les comportements de vote parmi les musulmans indiens restent donc largement déterminés par la volonté de s'opposer au parti au pouvoir.

figure 4 : l'Ansari Mahapanchayat est une organisation fondée en 2019, en amont des élections législatives du Bihar, et qui entend représenter les musulmans de la caste des tisserands (Momin Ansari).

Conclusion

La caste parmi les musulmans indiens n'est pas un phénomène en recul mais en transformation. L'organisation et la mobilisation collective autour de l'appartenance de caste se manifeste à la fois dans la multitude d'associations qui continuent de voir le jour, tout comme dans les revendications effectuées sur cette base. Si ces groupes peinent pour l'instant à s'organiser en force électorale, leur rôle politique s'exerce à un niveau local et par le biais de processus de

construction identitaire, et pourrait se traduire à terme par une plus grande représentativité sociale des organisations prétendant représenter les musulmans indiens.

Julien Levesque

Chercheur, coordinateur de l'axe Politique et société, Centre de Sciences Humaines (CSH), New Delhi
Jeune chercheur associé, Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS), EHESS, Paris

jullevesque@gmail.com

<https://cv.archives-ouvertes.fr/julien-levesque>

Références bibliographiques

Irfan Ahmad. *Islamism and Democracy in India: The Transformation of Jamaat-e-Islami*, Princeton University Press, 2009, 328 p.

Marc Gaborieau, *Un autre islam*, Paris : Albin Michel, 2007.

Laurence Gautier, Julien Levesque (dir.). Numéro special "Historicizing Sayyid-ness: Social Status and Muslim Identity in South Asia". *Journal of the Royal Asiatic Society*, 30 (3), 2020. <https://www.cambridge.org/core/journals/journal-of-the-royal-asiatic-society/issue/DF7C483015E6EE0DB9FD52C1B69DE9A>.

Christophe Jaffrelot. *Inde : la démocratie par la caste*, Paris : Fayard, Mai 2005, 594 p.

Julien Levesque. "Debates on Muslim Caste in North India and Pakistan: from colonial ethnography to pasmanda mobilization". CSH-IFP Working paper #15. Mai 2020. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02697381/document>.